

Dans une lettre ouverte adressée au président Paul Biya, le président de la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés déclare que la commission est prête à renverser la situation dans les deux régions anglophones du Cameroun, si le président Biya l'accepte.

Evoquant le rôle de premier plan joué par la commission dans la libération des 20 étudiants de l'université de Buea kidnappés le 21 mars par des séparatistes armés, Dr Divine Banda, président de la commission, a déclaré qu'une approche pacifique demeurerait la meilleure option pour mettre fin à la guerre qui sévit dans ces régions.

La lettre ouverte rendue publique le 22 mars 2019 met en doute la présence effective de la défense et de la sécurité.

Citant quatre différentes lettres préoccupantes adressées au président Paul Biya et contenant des recommandations sur la manière de mettre fin à la crise, la commission regrette de ne pas avoir encore reçu de réaction de sa part.

La dernière lettre date du 18 février 2019 et concernait la détérioration de la situation socio-politique et de la sécurité au Cameroun et ses conséquences sur les droits fondamentaux de la population.
